



La consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections

2^e Assemblée générale ordinaire

et

Séminaire d'échanges sur la consolidation et la professionnalisation des
organismes de gestion des élections

REVUE DE PRESSE

21, 22 et 23 janvier 2014
Bamako, Mali

TABLE DES MATIÈRES

1 ^{ère} page du journal Le Républicain, Bamako Mali	4
1 ^{ère} page du journal L'Essor, Bamako Mali	5
Communiqué du RECEF 2 ^e Assemblée générale et séminaire électoral du RECEF	6
16 JANVIER 2014	8
Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) : La deuxième assemblée générale se tient ce mardi à Bamako	8
20 JANVIER 2014	10
Assemblée générale et séminaire électoral du RECEF à Bamako : La CEI partage son expérience avec les pays francophones	10
21 JANVIER 2014	12
2 ^{ème} Assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones : UNE MISSION ESSENTIELLE POUR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE	12
Bamako : la RDC présente à l'assemblée générale du Récéf.....	14
Atallah Béatrice : A l'Assemblée Générale du RECEF au Mali.....	15
Communiqué de presse de la CENI-T	17
Béatrice Atallah : voyage à Mali pour un partage d'expériences et de compétences.....	18
22 JANVIER 2014	19
Le Recef a 2 ans Sa 2 ^{ème} Assemblée Générale se tient dans notre Capitale.....	19
2 ^{ème} Assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones : UNE MISSION ESSENTIELLE POUR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE	21
Le Premier ministre Oumar Tatam Ly hier à la 2 ^{ème} assemblée générale du RECEF : « Notre système électoral est perfectible pour accroître l'appétit des citoyens... »	22
23 JANVIER 2014	24
Madagascar : la Commission électorale malgache devenue membre du Réseau des compétences électorales francophones.....	24
Le Recef a 2 ans Sa 2 ^{ème} Assemblée Générale se tient dans notre Capitale.....	24
Bamako Mali : voafidy ho mpikambana mpitantana ny Recef Atallah Béatrice	26
24 JANVIER 2014	28
Le président de la CENI du Burkina-Faso, Barthélémy Kéré : « Il nous faut œuvrer à l'enracinement d'une culture démocratique en Afrique »	28
Madagascar : la Commission électorale malgache devenue membre du Réseau des compétences électorales francophones.....	29
25 JANVIER 2014	31
Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF) : Echanger sur les organes de gestion des élections	31
27 JANVIER 2014	33
Clôture de la 2 ^{ème} assemblée générale du RECEF : Les experts électoraux francophones se mobilisent pour des élections crédibles.....	33
Mali : La CENI-T devient membre du RECEF	34

28 JANVIER 2014	36
Processus électoral dans l'espace francophone : PLAIDOYER POUR UNE ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET INDEPENDANTE.....	36

1^{ère} page du journal Le Républicain, Bamako Mali.
16 janvier 2014



1^{ère} page du journal L'Essor, Bamako Mali.
22 janvier 2014

Ministère du Plan et de la Prospective

Journée Nationale de la Prospective

Le Ministère du Plan et de la Prospective organise la Journée Nationale de la Prospective au Mali, avec pour thème : "LA PRISE EN COMPTE DU LONG TERME POUR UNE GESTION EFFICACE DU DEVELOPPEMENT", présentée sous la haute présidence de Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République, Chef de l'Etat, le jeudi 22 janvier 2014 à 08H00 au C.C.C.B.

MERCREDI
22 JANVIER
2014
53^e année
N° 1700

LESSOR

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Le président Ibrahim Boubacar Keita en Qatar
UNE NOUVELLE IMPULSION
ATTENDUE DANS LA COOPÉRATION

2^{ème} Assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones

La tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles est indispensable pour éviter que ces dernières ne soient un facteur déclenchant de crises et de conflits

UNE MISSION ESSENTIELLE POUR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE



Session extraordinaire de l'Assemblée nationale

UNE JOURNÉE EN TROIS ACTES POUR LES DÉPUTÉS

ASSEMBLEE NATIONALE DU MALI



Fête de l'Armée

KOULOUBA RESPECTE LA TRADITION



SPORT

CHAN 2014 MALI-ZIMBABWE, GARE AU COMPLEXE DE SUPÉRIORITÉ



Communiqué du RECEF

2^e Assemblée générale et séminaire électoral du RECEF

Bamako, Mali. Le 21 janvier 2014, le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) a tenu sa deuxième Assemblée générale à Bamako, au Mali. Les 22 et 23 janvier, le RECEF a également tenu un important séminaire électoral sur la consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections. Cet événement a été rendu possible grâce à la collaboration exceptionnelle de la République du Mali, de la Délégation générale aux élections du Mali et de l'[Organisation internationale de la Francophonie \(OIF\)](#).

Cet événement a regroupé des représentants de 15 organismes de gestion des élections de l'espace francophone, soit du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Gabon, de la Guinée, de Madagascar, du Mali, de la Moldavie, du Niger, du Québec, de la République démocratique du Congo et du Sénégal, en plus de partenaires et collaborateurs du RECEF tels que : l'OIF, la [Commission de l'Union Africaine](#), le [Centre européen d'appui aux processus électoraux \(ECES\)](#), l'[École de formation électoral en Afrique centrale \(EFEAC\)](#), la [Fondation internationale pour les Systèmes électoraux \(IFES\)](#), la [Chaire UNESCO des droits de la personne et de la démocratie du Bénin](#), le [Programme des Nations Unies pour le développement \(PNUD\)](#) et l'[Association francophone des Autorités de protection des données personnelles \(AFAPDP\)](#).

La cérémonie d'ouverture, qui comptait plusieurs personnalités politiques maliennes, plusieurs ministres, ainsi que des ambassadeurs francophones, a été marquée par le discours d'ouverture du Premier ministre, M. Oumar Tatam LY.

L'Assemblée générale a été l'occasion de saluer un bilan fort positif des activités du réseau depuis sa création à Québec en août 2011 et depuis la dernière Assemblée générale, tenue au Gabon en décembre 2012. L'Assemblée générale a accueilli une nouvelle institution membre, soit la Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENI-T) de portant à 18 le nombre de membres. Les membres présents ont marqué leur confiance envers le président du Réseau, le Délégué général aux élections du Mali, le Général Siaka Sangaré, en renouvelant à l'unanimité son mandat pour les deux prochaines années. Ce fut également l'occasion de reconduire M. Marc Tschiggfrey, Chef du bureau des élections et des études politiques au Ministère de l'Intérieur de la France et M. René Aboghe Ella, président de la Commission électorale nationale autonome et permanente du Gabon (CENAP). La nouvelle membre du RECEF, la présidente de la CENI-T de Madagascar, Madame Béatrice Atallah, a été élue à l'unanimité pour compléter le Bureau exécutif du réseau à la suite du départ du représentant de la Commission électorale centrale de Moldavie, M. Stefan Uritu. La formation du Bureau exécutif du RECEF est complétée par le secrétaire général, le directeur général des élections du Québec, M. Jacques Drouin.

Le séminaire électoral, qui regroupait plus de 50 personnalités originaires de 15 pays francophones, a permis de riches échanges autour des sept thèmes suivants où plusieurs expériences nationales ont notamment été partagées :

- Les principaux modèles de structures électorales : évolution et perspectives
- La nomination des administrateurs électoraux et l'indépendance politique
- Le financement des élections et l'aide internationale
- Les relations de l'organisme de gestion des élections avec les autres acteurs électoraux
- Le recrutement et la formation des agents électoraux

- Les centres et les écoles de formation en administration électorale dans l'espace francophone
- Les perspectives de coopération

Afin que l'histoire retienne les discussions de ce séminaire, les délégués ont adopté une Déclaration finale du RECEF à Bamako qui comprend les principales conclusions favorisant des élections apaisées et la confiance des acteurs politiques et des électeurs.

Les délégués concluent notamment que, tout en s'adaptant au contexte politique des différents pays, il est primordial que les organismes de gestion des élections aient des responsabilités bien définies dans la législation afin de permettre des relations harmonieuses et efficaces avec les autres acteurs du processus électoral. Il est également important que la structure et le mode de nomination des administrateurs permettent une gouvernance impartiale et une autonomie de gestion nécessaire au bon déroulement des élections. La mise en place d'institutions permanentes sur l'ensemble du cycle électoral favorise le développement d'une expertise électorale et une consolidation de la gestion des élections d'un scrutin à l'autre, notamment par une planification budgétaire pluriannuelle, le recrutement et la formation d'agents électoraux compétents qui sont à la base d'opérations électorales justes et bien exécutées.

Le président du RECEF, le Général Siaka Sangaré, dans son allocution d'ouverture et de clôture, a remercié vivement les autorités maliennes et l'OIF pour leur importante contribution qui a rendu possible la tenue de cette deuxième Assemblée générale et de ce séminaire électoral.

16 janvier 2014



Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) : La deuxième assemblée générale se tient ce mardi à Bamako

JANUARY 16, 2014 05:28 0 COMMENTS

Le Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) organise un grand forum des experts électoraux le mardi 21 janvier prochain au centre international des conférences de Bamako. Placée sous le thème » Consolidation et professionnalisation des organes de gestion des élections « , cette rencontre, qui sera présidée par le patron de la Délégation générale aux élections, le Général Siaka Sangaré permettra aux administrateurs des élections des pays concernés de faire l'état des lieux de l'évolution de la science électorale dans les différents pays concernés. L'ouverture de la conférence, qui va s'étaler sur trois jours, sera présidée par le Premier Ministre.



Rappelons que le RECEF a été créé lors d'une assemblée constitutive tenue à Québec du 22 au 24 août 2011 en présence du président de l'Assemblée nationale du Québec, Jacques Chagnon. Elle a élu le Général Siaka Sangaré à la présidence du Réseau pour un mandat de 2ans. La première assemblée générale du RECEF s'est tenue en décembre 2012 à Libreville au Gabon. La rencontre de Bamako va réunir plus d'une cinquantaine d'experts de haut niveau chargés des questions électorales des pays francophones. Parmi ceux-ci, on notera les administrateurs des élections dans les pays comme le Burkina Faso, le Burundi, le Caméroun, le Canada, la France, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Madagascar, l'île Maurice, le Niger, etc. Nous y reviendrons.



Bruno D S
SOURCE: L'Indépendant

20 janvier 2014

Assemblée générale et séminaire électoral du RECEF à Bamako : La CEI partage son expérience avec les pays francophones

Publié le lundi 20 janvier 2014 | Le Patriote



© CEI par DR

Elections locales: le président de la CEI, Bakayoko Youssouf visite des bureaux de vote

Dimanche 21 avril 2013, Adzopé et Agou (région de la Mé).

Le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), M. Youssouf Bakayoko, participera du 21 au 23 janvier à la deuxième assemblée générale du Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF) qui se tient à Bamako au Mali.

Créé au Québec fin août 2011, le RECEF qui a organisé sa première assemblée générale en décembre 2012 à Libreville au Gabon est un regroupement international d'administrateurs d'élections de l'espace francophone qui favorise la tenue régulière de scrutins libres, fiables et transparents.

Cette réunion qui est placée sous le thème de "Consolidation et professionnalisation des organes de gestion des élections" va réunir plus d'une cinquantaine d'experts de haut niveau chargés des questions électorales des pays francophones. Parmi ceux-ci, on notera la présence des présidents ou responsables en charge d'organisation des élections dans les pays comme le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Canada, la France, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, le Madagascar, l'île Maurice, le Niger etc.

Il va s'agir pour tous ces experts électoraux de résoudre des équations liées au manque de professionnalisme des organes qui interviennent dans l'organisation des élections. Ceux-ci plancheront également sur la problématique du financement des élections et de la coopération internationale. C'est justement à ce niveau que l'expertise de la Commission électorale indépendante est sollicitée. Son président, M. Youssouf Bakayoko, va donc animer un panel sur l'aide internationale et la coopération

entre les différentes structures chargées de l'organisation des élections. Il en profitera également pour insister sur la nécessité de la formation des acteurs locaux impliqués dans l'organisation des élections.

A l'occasion de ces assises, le président de la CEI aura plusieurs rencontres bilatérales avec ces homologues d'autres pays afin de renforcer la coopération sud-sud. Cette deuxième assemblée générale du RECEF devrait être sanctionnée par des recommandations pour une meilleure organisation des élections dans l'espace francophone. Mi octobre dernier, Youssouf Bakayoko avait aussi pris part à Séoul à la 6ème conférence de l'Organisation mondiale des élections (GEO) placée sous le thème de « Processus électoraux durables, démocratie renforcée » et à l'assemblée inaugurale de l'Association des organismes électoraux du monde (A-WEB). JCC

21 janvier 2014



2ème Assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones : UNE MISSION ESSENTIELLE POUR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

JANUARY 21, 2014 20:26 0 COMMENTS

La tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles est indispensable pour éviter que ces dernières ne soient un facteur déclenchant de crises et de conflits



La bonne organisation des élections représente une préoccupation largement partagée à l'intérieur de l'espace francophone et elle se trouve au centre de l'attention du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) qui tient depuis hier dans notre capitale sa 2^{ème} Assemblée générale. Le Premier ministre Oumar Tatam Ly a présidé la cérémonie d'ouverture de l'événement qui s'est tenu au Centre international de conférences. L'Assemblée, dont les participants sont essentiellement des chefs d'institutions électorales venus de plusieurs pays, sera suivie aujourd'hui d'un séminaire international d'échange sur les organes de gestion des élections dans l'espace francophone, notamment sur leur consolidation et leur professionnalisation. Après un premier séminaire du même type sur la biométrie tenu à Libreville en décembre 2012 en partenariat avec la Francophonie, celui de Bamako se penchera sur « la consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections ». Un thème qui à l'évidence correspond à l'actualité électorale de l'espace francophone.

Dans son discours d'ouverture, le chef du gouvernement a salué l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour son accompagnement dans la recherche de moyens de consolidation de la démocratie. Oumar Tatam Ly a également fait allusion à la Déclaration de Bamako signée en novembre 2000 par les pays membres de la Francophonie, document qui constitue une référence dans le domaine de la consolidation des acquis démocratiques. Il a fait remarquer que le rôle des organes de gestion des élections est inestimable avant de rappeler que notre pays vient de vivre des élections présidentielles et législatives, dont l'organisation a été saluée par l'ensemble des observateurs nationaux et internationaux.

Le système mis en place par le Mali reste perfectible et les experts du RECEF pourraient apporter leurs contributions, notamment en ce qui concerne les structures impliquées dans l'organisation des élections et l'opportunité de leur multiplication, a estimé le Premier ministre, pour qui dans ce domaine le partage d'expériences doit être privilégié.

Auparavant, le président du Réseau des compétences électorales francophones, le général Siaka Sangaré, Délégué général aux élections du Mali avait rappelé que la principale mission du RECEF est de favoriser la tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles. Le Réseau, a assuré son président, s'emploie à promouvoir le professionnalisme par la formation, l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Il œuvre également à la promotion et la pleine participation des citoyens aux élections, l'établissement et l'approfondissement de partenariats avec les institutions visant les mêmes objectifs que lui. Le Réseau réfléchit aussi aux nouveaux enjeux électoraux et aide ses membres à y faire face.

Pour le général Siaka Sangaré, le RECEF a au cours de ces dernières années inscrit à son actif des actions remarquables comme l'évaluation de la liste électorale permanente informatisée du Bénin, la création d'un site web sur les activités électorales de la Francophonie, ou encore la mise en ligne d'une bibliothèque virtuelle comportant plus de 200 titres et consultée par des milliers d'internautes de plus de 100 pays. Il a rappelé que des défis existent encore, entre autres la restauration de la confiance des acteurs dans les processus électoraux, socle de la participation des citoyens aux scrutins, l'acceptation des résultats, la consolidation des structures et le financement de la vie politique et des élections ainsi que la sécurisation et la transmission des résultats électoraux.

Le représentant de l'Organisation internationale de la francophonie, Fonkam S. Azu'u, après avoir transmis les félicitations de Abdou Diouf pour le rétablissement des conditions de paix dans notre pays à travers l'organisation d'élections présidentielle et législatives réussies, s'est réjoui de voir le RECEF s'affirmer aussi rapidement au sein de la grande famille des réseaux institutionnels de la Francophonie. L'OIF, selon lui, estime que les élections sont un gage majeur de la démocratie auquel il convient d'accorder une vigilance particulière. Faute de quoi, « elles peuvent devenir un facteur déclenchant de crises et de conflits ». Il a souhaité que le Réseau puisse s'interroger sur les modalités à mettre en œuvre en vue de garantir la crédibilité des structures électorales à travers leur autonomie financière, le savoir-faire de leurs membres et la stabilité de leurs fonctions, leur statut d'indépendance, la stabilité du personnel administratif, ainsi que la répartition claire des attributions dans la collaboration permanente entre les organes de gestion des élections.

A. LAM

Bamako : la RDC présente à l'assemblée générale du Récéf

Mardi 21 Janvier 2014 - 19:15

Le rapporteur adjoint de la Commission électorale de la RDC va entretenir l'assistance sur l'expérience de son pays en matière de financement des élections et aide internationale.



La deuxième assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (Récéf) a débuté le 21 janvier au Centre international de conférence de Bamako. Les administrateurs des organismes de gestion des élections des pays francophones se sont donné rendez-vous dans la capitale du Mali pour faire l'état des lieux de l'évolution de la science électorale dans les différents pays concernés. La dite assemblée est combinée avec le séminaire international d'échanges sur les organismes de gestion des élections du même espace culturel. Les travaux ont été ouverts par le Premier ministre du Mali, Oumar Tatam Ly.

La RDC qui est appelée à prendre une part active aux assises de Bamako était représentée, à l'ouverture des travaux, par le rapporteur adjoint de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Onésime Kukatula Falash. Il doit apporter l'expérience de la RDC dans le domaine du financement des élections et de l'aide internationale, une question devant susciter un débat dont l'objet sera de trouver des pistes de solution pour réduire le volume de l'assistance internationale et l'utilisation efficiente de l'aide internationale. Le rapporteur adjoint sera rejoint dans la capitale malienne, en milieu de semaine, par le président de la Céni/RDC, l'abbé Apolinaire Malumalu.

Les assises de Bamako tombent à propos pour la RDC étant donné que des élections y sont annoncées pour la période 2014-2016. Selon les dirigeants de la Céni, l'année 2014 en cours est consacrée aux élections urbaines, municipales et locales. Cependant, la question fait débat au sein de la classe politique congolaise où d'aucuns souhaitent que l'organisme de gestion des élections commencent

plutôt par les provinciales et les sénatoriales. Ainsi, les recommandations de ce forum permettront à l'organisme de gestion des élections d'intégrer les aspects nouveaux qui seront retenus pendant les trois jours des travaux. Les dirigeants de la Céni/RDC.

Dans son discours d'ouverture, le chef du gouvernement malien a réitéré l'intérêt que son pays attache de manière particulière aux conclusions des travaux du Récéf pour l'amélioration de l'organisation des élections futures dans son pays. Oumar Tatam Ly a souhaité plein succès aux assises de Bamako placé sur le thème « *Consolidation et professionnalisation des organes de gestion des élections* » et il a exprimé sa confiance quant à la capacité du réseau de relever les défis en matière électorale.

Le Récéf a été créé lors d'une assemblée constitutive tenue à Québec du 22 au 24 août 2011 en présence du président de l'Assemblée nationale du Québec, Jacques Chagnon. Elle a élu le général Siaka Sangaré, responsable de la Commission électorale du Mali, à la présidence du réseau pour un mandat de deux ans. La première assemblée générale du Récéf s'est tenue en décembre 2012 à Libreville au Gabon. La rencontre de Bamako a réuni plus d'une cinquantaine d'experts de haut niveau chargés des questions électorales des pays francophones. Parmi ceux-ci, on a notamment noté la présence des administrateurs des élections de Madagascar, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et de la RDC.

Jeannot Kayuba

<http://www.adiac-congo.com>

Atallah Béatrice : A l'Assemblée Générale du RECEF au Mali

jan 21st, 2014



Atallah Béatrice prendra probablement la parole à Bamako.

Le président de la CENI-T, Atallah Béatrice entame une série de visites en Afrique et en Europe pour renforcer la présence de l'administration électorale malgache au niveau régional et international. Sur l'invitation du Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF), Atallah Béatrice représentera la CENI-T à l'Assemblée Générale et au séminaire électoral du RECEF, du 21 au 23 janvier

2014. Ladite AG se tiendra à Bamako, au Mali. Avec comme thème, « La consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections ».

Expériences mutuelles. Atallah Béatrice a déclaré avant son départ pour le Mali, « *C'est un grand honneur pour moi d'avoir été invitée par le RECEF à Bamako. Cette occasion me permettra d'échanger avec mes collègues étrangers nos expériences mutuelles au sein de la plate-forme francophone* ». Après la capitale malienne, elle visitera le siège de l'OIF à Paris, avant de rencontrer les représentants de l'Union européenne action extérieure (services géographiques et services élections) et le projet observation électorale et soutien à la démocratie de la commission européenne à Bruxelles.

Recueillis par Dominique R.

Communiqué de presse de la CENI-T

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Fahafahana – Fandrosoana



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La CENI-T devient membre du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) à Bamako, Mali: Mme Beatrice Atallah, première femme élue à l'unanimité membre du bureau administratif, la CENI-T première institution de l'Océan indien au RECEF.

Antananarivo, le 21 janvier 2014. La Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENI-T) est devenue membre du RECEF lors de son Assemblée Générale à Bamako, Mali, le 21 janvier 2014. Mme le Président a été élue, à l'unanimité, membre administrateur du RECEF, pour une durée de deux ans, au cote de René Aboghe Ella, président de la Commission électorale nationale autonome et permanente du Gabon et de Marc Tschiggfrey, chef du bureau des élections au ministère de l'Intérieur (France).

Mme Atallah est la seule femme représentée au RECEF, et l'unique femme occupant dorénavant cette fonction. De plus, la CENI-T devient la première administration électorale de l'Océan indien à rejoindre le RECEF.

« Je remercie chaleureusement les pays membres du RECEF, qui marquent leur solidarité avec Madagascar et montrent qu'ils n'ont pas oublié le peuple malgache! Au nom de la CENI-T, je veux également remercier le General Siaka Sangaré pour sa confiance dans le processus électoral en cours. L'administration électorale malgache rejoint la famille francophone en y représentant l'Océan indien, et j'invite les autres pays de l'Océan Indien comme l'île Maurice, les Seychelles et les Comores à rentrer dans ce Réseau » s'est enthousiasmé Mme le Président depuis Bamako.

La cérémonie d'ouverture, qui comptait plusieurs personnalités politiques maliennes, plusieurs ministres et plusieurs ambassadeurs francophones, a été marquée par le discours d'ouverture du Premier ministre, M. Oumar Tatam LY qui saluait « la vision et la démarche de l'OIF et du RECEF en matière d'appui à la démocratie ».

Le président du Réseau, le Délégué général aux élections du Mali, le Général Siaka Sangaré, a également vu son mandat renouvelé à l'unanimité pour les deux prochaines années. M. Jacques Drouin, directeur général des élections du Québec, a été élu secrétaire général.

Cet événement regroupe des représentants de 15 organismes de gestion des élections de l'espace francophone, du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Gabon, de la Guinée, de Madagascar, du Mali, de la Moldavie, du Niger, du Québec, de la République démocratique du Congo et du Sénégal, en plus de partenaires et collaborateurs du RECEF tels que : l'OIF, la Commission de l'Union Africaine, le Centre européen d'appui aux processus électoraux (ECES), l'École de formation électorale en Afrique centrale (EFEAC), la Fondation internationale pour les Systèmes électoraux (IFES), la Chaire UNESCO des droits de la personne et de la démocratie du Bénin et de l'Association francophone des Autorités de protection des données personnelles (AFAPDP).

Mme le Président de la CENI-T assiste également au séminaire électoral, portant notamment sur les principaux modèles de structures électorales, la nomination des administrateurs électoraux et indépendance politique, le financement des élections et l'aide internationale, les relations de l'organisme de gestion des élections avec les autres acteurs électoraux, le recrutement et la formation des agents électoraux, les centres et les écoles de formation en administration électorale dans l'espace francophone et les perspectives de coopération.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

- **Fano RAKOTONDRAZAKA** (Rapporteur général et porte-parole) : +261 (0) 32 03 700 04
- **Valerie ANDRIANAVALONA** (Responsable des Relations publiques) : +261 (0) 32 03 700 25

Béatrice Atallah : voyage à Mali pour un partage d'expériences et de compétences

21/01/2014 à 15:25

La Présidente de la CENI-T représente Madagascar à l'assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophone (RECEF) à Bamako – Mali. Cette assemblée sera axée sur la consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections. D'après une source auprès de la CENI-T, Béatrice Atallah envisagerait également de plaider pour le maintien de la CENI en tant que commission électorale fixe.

22 janvier 2014



Le Recef a 2 ans Sa 2ème Assemblée Générale se tient dans notre Capitale

JANUARY 22, 2014

Le Centre International de Conférence de Bamako (Cicb) a abité, hier matin, l'ouverture des travaux de la 2ème Assemblée Générale du Réseau des Compétences Électorales Francophones (Recef). Cette Assemblée générale est couplée avec le séminaire international d'échange sur les organes pour la gestion des élections qui s'ouvre demain.



Placée sous la présidence du Premier ministre M. Oumar Tatam Ly, cette rencontre a enregistré la présence du Ministre de l'Administration Territoriale, Général Moussa Sinko Coulibaly, du président du Recef, le général Siaka Sangaré, de M. Jacques Broum, secrétaire général du Recef, et du représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie (Oif).

La rencontre a été organisée grâce à l'accompagnement et le soutien logistique du Gouvernement du Mali et de l'Organisation internationale de la francophonie, ont révélé les organisateurs. Elle devrait servir de cadre pour tirer le bilan des activités menées par le réseau durant ses deux (2) années d'existence.

QU'EST-CE QUE LE RECEF ?

Le Réseau des Compétences Électorales Francophones (Recef) a été mis sur les fonts baptismaux en août 2011 à Québec (Canada), dans un esprit de solidarité et de partage qui caractérise l'espace francophone. Il vise à mutualiser les savoirs et les expériences en matière de gestion des opérations électorales et à favoriser la tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles.

Pour atteindre ces objectifs, le Recef s'emploie notamment à favoriser le professionnalisme par la formation, l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, la promotion de la pleine participation des citoyens aux scrutins, l'encouragement de la recherche relative aux élections, l'établissement et l'approfondissement des partenariats avec toutes les institutions ayant des objectifs compatibles avec ceux du Recef. Le réseau entend réfléchir aux nouveaux enjeux électoraux et aider ses membres à y faire face.

La tenue de cette 2ème Assemblée générale du Recef à Bamako s'explique par le bel exemple donné par le Mali à travers la tenue des élections présidentielle et législatives dont les résultats sont salués par tous les observateurs présents.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le Premier ministre M. Oumar Tatam Ly a indiqué aux membres du Recef que « *votre place et votre rôle sont inestimables. Vous constituez un instrument de veille et d'alerte électorale à la disposition de la jeune démocratie* ».

En parlant du Mali, le Premier ministre a déclaré que le pays sort d'un processus électoral qui a été salué par l'ensemble des observateurs nationaux et internationaux. Et que le fait que ces élections présidentielle et législatives aient été transparentes et crédibles constitue une étape importante du double processus de refondation et de renforcement de la cohésion sociale et nationale.

Durant ses deux années d'existence, le réseau a à son actif différentes réalisations, a indiqué M. le président du Recef. Il a souligné le partenariat avec d'autres réseaux, l'évaluation de la liste électorale permanente informatisée du Bénin, la création d'un site Web devenu la source la plus importante d'information sur les activités électorales de la francophonie, la mise en ligne d'une bibliothèque virtuelle comportant plus de 200 titres et consultée aujourd'hui par des milliers d'internautes de plus de 100 pays.

Aujourd'hui, il est question d'élargir le réseau. C'est pourquoi des échanges sont en cours avec le réseau électoral de l'Afrique centrale et avec la chaîne Unesco des droits de la personne et de la démocratie.

Outre les acquis cités, les défis restent nombreux, a souligné le Général Siaka Sangaré. Il cite: la restauration de la confiance des acteurs dans les processus électoraux, socle de la participation des citoyens aux scrutins et l'acceptation des résultats; la consolidation des structures électorales et le financement de la vie politique et des élections, qui constituent les principaux thèmes du séminaire qui s'ouvre demain; la sécurisation et la transmission des résultats électoraux et le règlement harmonieux des contestations électorales.

Les autorités attendent beaucoup des recommandations qui sortiront des 3 jours d'échange (21, 22, 23 janvier) entre les experts, les agents électoraux des pays invités à Bamako. La rencontre sera sanctionnée par un rapport ainsi que la mise en place d'un nouveau bureau.

Alpha C. SOW

SOURCE: Nouvel Horizon

2ème Assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones : UNE MISSION ESSENTIELLE POUR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

Mercredi, 22 Janvier 2014 07:42

La tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles est indispensable pour éviter que ces dernières ne soient un facteur déclenchant de crises et de conflits.



La bonne organisation des élections représente une préoccupation largement partagée à l'intérieur de l'espace francophone et elle se trouve au centre de l'attention du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) qui tient depuis hier dans notre capitale sa 2^{ème} Assemblée générale. Le Premier ministre Oumar Tatam Ly a présidé la cérémonie d'ouverture de l'événement qui s'est tenu au Centre international de conférences. L'Assemblée, dont les participants sont essentiellement des chefs d'institutions électorales venus de plusieurs pays, sera suivie aujourd'hui d'un séminaire international d'échange sur les organes de gestion des élections dans l'espace francophone, notamment sur leur consolidation et leur professionnalisation. Après un premier séminaire du même type sur la biométrie tenu à Libreville en décembre 2012 en partenariat avec la Francophonie, celui de Bamako se penchera sur « la consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections ». Un thème qui à l'évidence correspond à l'actualité électorale de l'espace francophone.

Dans son discours d'ouverture, le chef du gouvernement a salué l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour son accompagnement dans la recherche de moyens de consolidation de la démocratie. Oumar Tatam Ly a également fait allusion à la Déclaration de Bamako signée en novembre 2000 par les pays membres de la Francophonie, document qui constitue une référence dans le domaine de la consolidation des acquis démocratiques. Il a fait remarquer que le rôle des organes de gestion des élections est inestimable avant de rappeler que notre pays vient de vivre des élections présidentielles et législatives, dont l'organisation a été saluée par l'ensemble des observateurs nationaux et internationaux.

Le système mis en place par le Mali reste perfectible et les experts du RECEF pourraient apporter leurs contributions, notamment en ce qui concerne les structures impliquées dans l'organisation des élections et l'opportunité de leur multiplication, a estimé le Premier ministre, pour qui dans ce domaine le partage d'expériences doit être privilégié.

Auparavant, le président du Réseau des compétences électorales francophones, le général Siaka Sangaré, Délégué général aux élections du Mali avait rappelé que la principale mission du RECEF est de favoriser la tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles. Le Réseau, a assuré son président, s'emploie à promouvoir le professionnalisme par la formation, l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Il œuvre également à la promotion et la pleine participation des citoyens aux élections, l'établissement et l'approfondissement de partenariats avec les institutions visant les mêmes objectifs que lui. Le Réseau réfléchit aussi aux nouveaux enjeux électoraux et aide ses membres à y faire face.

Pour le général Siaka Sangaré, le RECEF a au cours de ces dernières années inscrit à son actif des actions remarquables comme l'évaluation de la liste électorale permanente informatisée du Bénin, la création d'un site web sur les activités électorales de la Francophonie, ou encore la mise en ligne d'une bibliothèque virtuelle comportant plus de 200 titres et consultée par des milliers d'internautes de plus de 100 pays. Il a rappelé que des défis existent encore, entre autres la restauration de la confiance des acteurs dans les processus électoraux, socle de la participation des citoyens aux scrutins, l'acceptation des résultats, la consolidation des structures et le financement de la vie politique et des élections ainsi que la sécurisation et la transmission des résultats électoraux.

Le représentant de l'Organisation internationale de la francophonie, Fonkam S. Azu'u, après avoir transmis les félicitations de Abdou Diouf pour le rétablissement des conditions de paix dans notre pays à travers l'organisation d'élections présidentielle et législatives réussies, s'est réjoui de voir le RECEF s'affirmer aussi rapidement au sein de la grande famille des réseaux institutionnels de la Francophonie. L'OIF, selon lui, estime que les élections sont un gage majeur de la démocratie auquel il convient d'accorder une vigilance particulière. Faute de quoi, « elles peuvent devenir un facteur déclenchant de crises et de conflits ». Il a souhaité que le Réseau puisse s'interroger sur les modalités à mettre en œuvre en vue de garantir la crédibilité des structures électorales à travers leur autonomie financière, le savoir-faire de leurs membres et la stabilité de leurs fonctions, leur statut d'indépendance, la stabilité du personnel administratif, ainsi que la répartition claire des attributions dans la collaboration permanente entre les organes de gestion des élections.

LAM

Le Premier ministre Oumar Tatam Ly hier à la 2ème assemblée générale du RECEF : « Notre système électoral est perfectible pour accroître l'appétit des citoyens... »

Publié le 22 janvier 2014

La 2ème assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) s'est ouverte hier, mardi 21 janvier au centre international des conférences de Bamako. Cette rencontre des experts électoraux des pays membres de la francophonie a débuté sous la présidence du Premier ministre Oumar Tatam Ly en présence du président du RECEF, le patron de la Délégation générale aux élections, le Général Siaka Sangaré. Le chef du gouvernement s'est, à cette occasion, félicité de la bonne tenue des dernières élections au Mali avant de reconnaître que « notre système électoral est perfectible... ».



Le Premier ministre Oumar Tatam Ly a insisté sur la professionnalisation des organes de gestion des élections dans nos pays pour leur donner une plus grande efficacité. La tenue d'élections libres, transparentes et démocratiques dans nos pays, a souligné le chef du gouvernement, est un défi de taille pour accélérer le processus de démocratisation et propulser les efforts de développement des différents pays. « *Nous sommes convaincus que notre système électoral est perfectible dans le but d'accroître l'appétit des citoyens à aller aux urnes* », a-t-il déclaré.

Il s'est dit honoré par la tenue de cette rencontre de haut niveau des spécialistes des questions électorales à Bamako d'autant que la capitale malienne a servi de cadre à la déclaration du 3 novembre 2000 relative à la promotion de la démocratie.

Pour sa part, le président du RECEF, le Général Siaka Toumani Sangaré a rappelé que c'est en août 2011, à Québec au Canada qu'a été créé le RECEF en vue de mutualiser les savoirs et les expériences positives en matière de gestion des opérations électorales à travers la création d'un réseau. Ses missions principales sont : favoriser la tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles, favoriser le professionnalisme par la formation, l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, promouvoir la pleine participation des citoyens aux scrutins, encourager la recherche relative aux élections, établir et approfondir des partenariats avec toute institution ayant des fins compatibles avec celles du RECEF, réfléchir aux nouveaux enjeux électoraux et aider les membres à y faire face.

Pour le général Siaka Sangaré, malgré les nombreuses activités menées par le réseau, de nombreux défis meublent l'avenir du RECEF. Il s'agit de la restauration de la confiance des acteurs dans les processus électoraux, socle de la participation des citoyens aux scrutins et l'acceptation des résultats. S'y ajoutent la consolidation des structures électorales et le financement de la vie politique et des élections, la sécurisation et la transmission des résultats électoraux, le règlement harmonieux des contentieux électoraux.

Le représentant du Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a insisté sur le rôle fondamental que les experts électoraux doivent jouer dans la consolidation de la démocratie.

Bruno D SEGBEDJI

SOURCE: L'Indépendant

23 janvier 2014

Madagascar : la Commission électorale malgache devenue membre du Réseau des compétences électorales francophones

Par : LIANG Chen | Mots clés : Madagascar, élections

French.china.org.cn | Mis à jour le 23-01-2014

La Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENIT) devient membre du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) lors de son Assemblée Générale à Bamako, Mali, depuis mardi, a indiqué le communiqué de cette entité reçu jeudi.

En même temps, la présidente de la CENIT, Atallah Béatrice a été élue, à l'unanimité, membre administrateur du RECEF, pour une durée de deux ans, au côté du président de la Commission électorale nationale autonome et permanente du Gabon, René Aboghe Ella, et du chef du bureau des élections au ministère de l'Intérieur (France), Marc Tschiggfrey.

La CENIT devient ainsi la première administration électorale de l'Océan indien à rejoindre le RECEF.

Notons que cet événement regroupe des représentants de 15 organismes de gestion des élections de l'espace francophone, du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Gabon, de la Guinée, de Madagascar, du Mali, de la Moldavie, du Niger, du Québec, de la République démocratique du Congo et du Sénégal, en plus de partenaires et collaborateurs du RECEF.

Le Recef a 2 ans Sa 2ème Assemblée Générale se tient dans notre Capitale

Publié Le 23rd January 2014

Le Centre International de Conférence de Bamako (Cicb) a abité, hier matin, l'ouverture des travaux de la 2ème Assemblée Générale du Réseau des Compétences Électorales Francophones (Recef). Cette Assemblée générale est couplée avec le séminaire international d'échange sur les organes pour la gestion des élections qui s'ouvre demain.



Placée sous la présidence du Premier ministre M. Oumar Tatam Ly, cette rencontre a enregistré la présence du Ministre de l'Administration Territoriale, Général Moussa Sinko Coulibaly, du président du Recef, le général Siaka Sangaré, de M. Jacques Broum, secrétaire général du Recef, et du représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie (Oif).

La rencontre a été organisée grâce à l'accompagnement et le soutien logistique du Gouvernement du Mali et de l'Organisation internationale de la francophonie, ont révélé les organisateurs. Elle devrait servir de cadre pour tirer le bilan des activités menées par le réseau durant ses deux (2) années d'existence.



Le Centre International de Conférence de Bamako (Cicb) a abité, hier matin, l'ouverture des travaux de la 2ème Assemblée Générale du Réseau des Compétences Électorales Francophones (Recef). Cette Assemblée générale est couplée avec le séminaire international d'échange sur les organes pour la gestion des élections qui s'ouvre demain.

QU'EST-CE QUE LE RECEF ?

Le Réseau des Compétences Électorales Francophones (Recef) a été mis sur les fonts baptismaux en août 2011 à Québec (Canada), dans un esprit de solidarité et de partage qui caractérise l'espace francophone. Il vise à mutualiser les savoirs et les expériences en matière de gestion des opérations électorales et à favoriser la tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles.

Pour atteindre ces objectifs, le Recef s'emploie notamment à favoriser le professionnalisme par la formation, l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, la promotion de la pleine participation des citoyens aux scrutins, l'encouragement de la recherche relative aux élections, l'établissement et l'approfondissement des partenariats avec toutes les institutions ayant des objectifs compatibles avec ceux du Recef. Le réseau entend réfléchir aux nouveaux enjeux électoraux et aider ses membres à y faire face.

La tenue de cette 2ème Assemblée générale du Recef à Bamako s'explique par le bel exemple donné par le Mali à travers la tenue des élections présidentielle et législatives dont les résultats sont salués par tous les observateurs présents.

Dans son discours d'ouverture des travaux, le Premier ministre M. Oumar Tatam Ly a indiqué aux membres du Recef que « votre place et votre rôle sont inestimables. Vous constituez un instrument de veille et d'alerte électorale à la disposition de la jeune démocratie ».

En parlant du Mali, le Premier ministre a déclaré que le pays sort d'un processus électoral qui a été salué par l'ensemble des observateurs nationaux et internationaux. Et que le fait que ces élections présidentielle et législatives aient été transparentes et crédibles constitue une étape importante du double processus de refondation et de renforcement de la cohésion sociale et nationale.

Durant ses deux années d'existence, le réseau a à son actif différentes réalisations, a indiqué M. le président du Recef. Il a souligné le partenariat avec d'autres réseaux, l'évaluation de la liste électorale permanente informatisée du Bénin, la création d'un site Web devenu la source la plus importante d'information sur les activités électorales de la francophonie, la mise en ligne d'une bibliothèque virtuelle comportant plus de 200 titres et consultée aujourd'hui par des milliers d'internautes de plus de 100 pays.

Aujourd'hui, il est question d'élargir le réseau. C'est pourquoi des échanges sont en cours avec le réseau électoral de l'Afrique centrale et avec la chaîne Unesco des droits de la personne et de la démocratie.

Outre les acquis cités, les défis restent nombreux, a souligné le Général Siaka Sangaré. Il cite: la restauration de la confiance des acteurs dans les processus électoraux, socle de la participation des citoyens aux scrutins et l'acceptation des résultats; la consolidation des structures électorales et le financement de la vie politique et des élections, qui constituent les principaux thèmes du séminaire qui s'ouvre demain; la sécurisation et la transmission des résultats électoraux et le règlement harmonieux des contestations électorales.

Les autorités attendent beaucoup des recommandations qui sortiront des 3 jours d'échange (21, 22, 23 janvier) entre les experts, les agents électoraux des pays invités à Bamako. La rencontre sera sanctionnée par un rapport ainsi que la mise en place d'un nouveau bureau.

Alpha C. SOW

SOURCE: Nouvel Horizon

Bamako Mali : voafidy ho mpikambana mpitantana ny Recef Atallah Béatrice

Écrit par Taratra

Jeudi, 23 Janvier 2014 08:20

Tafiditra ho mpikambana eo anivon'ny Tambajotran'ny fahaiza-manao ny fikarakarana ny fifidianana ao amin'ny frankofonia (Recef) ny Vaomieram-pirenena mahaleo tena misahana ny fifidianana ho an'ny

Tetezamita (Cenit). Tsy vitan'izany, fa mbola voafidy ho mpikambana eo anivon'ny birao mpitantana mandritra ny roa taona, ny filoha Atallah Béatrice. Izy ihany no hany vehivavy, mandrafitra izany. Etsy andaniny, ny Cenit no hany andrimpanjakana voalohany, aty amin'ny ranomasimbe Indianina eo anivon'ny Recef. Notanterahina ny 21 janoary teo tany Bamako Mali izany. Nisaotra ireo firenena mpikambana eo anivon'ny Recef ny filohan'ny Cenit, Atallah Béatrice, tamin'izao naha voafidy azy izao. Hitohy any amin'ny fitsidihany ny foiben'ny frankofonia (OIF) any Paris izany ny 27 janoary izao.

24 janvier 2014

Le président de la CENI du Burkina-Faso, Barthélémy Kéré : « Il nous faut œuvrer à l'enracinement d'une culture démocratique en Afrique »

L'indépendant

24 jan 2014 à 10:00 AM

Dans un entretien qu'il nous a accordé, le président de Commission électorale nationale indépendante (CENI) du Burkina Faso, Barthélémy Kéré, membre fondateur du réseau des compétences électorales francophones (RECEF) appelle nos gouvernants à promouvoir la culture démocratique dans nos pays à travers des élections crédibles. C'était en marge des travaux de la 2ème assemblée générale du RECEF à laquelle il a pris part aux côtés du général Siaka Sangaré, le président du Réseau, du réseau reconduit pour un second mandat.

A la question de savoir quelle appréciation il fait des travaux de cette 2ème assemblée générale RECEF du séminaire, Barthélémy Kéré a indiqué que cette rencontre est effectivement la deuxième du genre. La première s'est tenue à Libreville, au Gabon, en décembre 2012. Cette rencontre de Bamako, a-t-il ajouté, est l'occasion pour les membres du RECEF de faire le point de l'ensemble des activités qui ont été menées depuis 2012.

En effet, beaucoup de choses ont été faites par le RECEF. « Nous avons notamment édité un manuel sur la biométrie. La biométrie, c'est l'ensemble des techniques qui servent pour faire le recensement des électeurs afin d'identifier les électeurs et assurer l'unicité de chaque électeur sur le fichier électoral. Aujourd'hui, cette technique est adoptée par la plupart des organes de gestion des élections simplement parce qu'elle permet de crédibiliser le fichier. Un fichier électoral qui est crédible permet aussi de crédibiliser les élections. Généralement, il est prouvé que ceux qui veulent contester les élections commencent par contester le fichier électoral », a expliqué M. Kéré. Or, a-t-il fait remarqué, « lorsque vous trouvez en face de vous une contestation du fichier électoral, c'est une contestation garantie par avance des résultats de ces élections. Donc, la biométrie a été trouvée comme étant effectivement l'un des systèmes les plus sûrs ».

Régler la question du fichier électoral

Pour le président de la CENI du Burkina Faso, aujourd'hui, au niveau de la plupart des pays de la francophonie, les experts du RECEF sont en train de faire un travail pour qui va conduire tous les pays vers la biométrie pour trancher définitivement avec les contestations du fichier électoral. La deuxième chose qui a été faite, c'est de pouvoir rassembler un certain nombre de réseaux de la francophonie afin d'étudier la question du fichier d'état-civil en rapport avec le fichier électoral... Aujourd'hui, dira-t-il, l'organisation de la francophonie projette confier au RECEF la réflexion pour voir dans quelles mesures proposer aux Etats un ensemble de dispositifs qui permette de crédibiliser effectivement l'état-civil à mettre à la disposition nos Etats.

En outre, lors de cette assemblée générale, « comme cela se doit pour toutes sortes d'organisations, nous avons procédé au renouvellement de ses instances. Le général Siaka Sangaré a été reconduit à l'unanimité des membres pour un deuxième mandat de deux ans. Il a été élu premier président du RECEF lors de l'assemblée constitutive en 2011 au Québec. La prochaine session très importante est en vue en Guinée », a-t-il déclaré.

Malgré ces efforts du RECEF, pourquoi y a-t-il toujours des contestations des résultats des élections dans les pays concernés? Barthélémy Kéré prône l'enracinement d'une culture démocratique. « Nous avons un problème principal pour ce qui concerne l'Afrique, c'est l'absence d'une culture démocratique. On n'a pas l'habitude de décider les choses d'une façon globale. On ne comprend pas souvent que l'autorité, la souveraineté revient aux peuples. Beaucoup de gens sont sur le terrain politique sans connaître les lois électorales. Cela pose pas mal de problèmes aux différents organes de gestion des élections dans certains pays de la francophonie. Or, ces attitudes sont le terreau de la contestation allant jusqu'à des actes de violences postélectorales. Par exemple, avec en cas de contentieux, les dispositions constitutionnelles prévoient qu'il y a des instances juridictionnelles appropriées pour trancher, mais souvent les acteurs prennent la rue... »

Le Général Siaka Sangaré, une expertise reconnue

A propos des élections qui se sont tenues récemment au Mali, M. Kéré s'est réjoui du très bon déroulement des scrutins et s'est félicité du climat apaisé dans lequel tout s'est passé. Il n'a pas manqué de féliciter les acteurs politiques, la société civile malienne sans oublier de faire une mention spéciale à la CENI du Mali et surtout à la Délégation générale aux élections pour leur travail merveilleux abattu. » Vous savez, le Général Siaka Sangaré est une expertise reconnue au plan mondial et le travail qu'il abat dans le système électoral malien ne surprend personne », a-t-il ajouté.

Parlant de la prochaine élection présidentielle au Burkina Faso, M. Kéré a expliqué qu'il y a un travail à faire en terme de recensement des Burkinabés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur en vue d'aller à des élections apaisées au pays des hommes intègres.

Pour terminer, il s'est réjoui du soutien que l'OIF apporte au RECEF. « Vu l'importance des enjeux électoraux dans nos pays, nous sommes convaincus qu'avec le soutien de la francophonie nous irons à un plus grand enracinement de la démocratie », a-t-il conclu

SOURCE: L'Indépendant du 24 jan 2014.

Madagascar : la Commission électorale malgache devenue membre du Réseau des compétences électorales francophones

(Xinhua)

24.01.2014 à 08h47

La Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENIT) devient membre du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) lors de son Assemblée Générale à Bamako, Mali, depuis mardi, a indiqué le communiqué de cette entité reçu jeudi.

En même temps, la présidente de la CENIT, Atallah Béatrice a été élue, à l'unanimité, membre administrateur du RECEF, pour une durée de deux ans, au côté du président de la Commission électorale

nationale autonome et permanente du Gabon, René Aboghe Ella, et du chef du bureau des élections au ministère de l'Intérieur (France), Marc Tschiggfrey.

La CENIT devient ainsi la première administration électorale de l'Océan indien à rejoindre le RECEF.

Notons que cet événement regroupe des représentants de 15 organismes de gestion des élections de l'espace francophone, du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Gabon, de la Guinée, de Madagascar, du Mali, de la Moldavie, du Niger, du Québec, de la République démocratique du Congo et du Sénégal, en plus de partenaires et collaborateurs du RECEF.

25 janvier 2014

Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF) : Echanger sur les organes de gestion des élections

Publié le 25 jan 2014



Le Premier ministre, chef du gouvernement, Oumar Tatam Ly, a présidé le 21 janvier 2014, la cérémonie d'ouverture de la 2ème assemblée générale du Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF). Cette 2ème assemblée générale du RECEF qui a été suivi d'un séminaire international d'échange sur les organes de gestion des élections s'est déroulé les 21, 22 et 23 janvier 2014 au CICB.

A la cérémonie d'ouverture des travaux, le premier ministre était accompagné du ministre de l'administration territoriale, général de Brigade Moussa Sinko Coulibaly. On notait aussi la présence du président du RECEF, général Chaka Sangaré et du secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Gorge Nakson.

Dans allocution, le général Chaka Sangaré, président du RECEF, a rappelé la mission principale de son organisation à savoir : « favoriser la tenue régulière d'élections libres, transparentes et crédibles ».

Pour ce faire, le Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF) s'emploie notamment à favoriser le professionnalisme par la formation, promouvoir la pleine participation des citoyens aux scrutins, encourager la recherche relative aux élections, réfléchir aux nouveaux enjeux électoraux et aider les membres du réseau à y faire face.

Le président du RECEF M. Sangaré a également cité les défis auxquels est confrontée son organisation. Ce sont entre autres : « la restauration de la confiance des acteurs dans le processus électoraux ; la consolidation des structures électorales et le financement de la vie politique et des élections ; la

sécurisation et la transmission des résultats électoraux et les règlements harmonieux des contentieux électoraux ».

« Ce thème témoigne l'engagement du RECEF à contribuer à faire des structures électorales de notre espace, des organes soumis réellement aux principes de l'Etat de droit de la démocratie. Ce thème qui a priori semble ambitieux, correspond en réalité à l'actualité électorale de l'espace francophone », dira, pour sa part, le secrétaire général de l'OIF, George Nakson.

Concrètement, il s'agissait de s'interroger sur les modalités à mettre en œuvre en vue de garantir la crédibilité des structures électorales à travers notamment le savoir-faire de leurs membres, la stabilité de leurs fonctions, leur statut d'indépendance, la stabilité du personnel administratif, leur autonomie financière ainsi que la répartition claire des attributions dans la collaboration permanente entre les organes de gestion des élections.

Adama DAO

27 janvier 2014



Clôture de la 2ème assemblée générale du RECEF : Les experts électoraux francophones se mobilisent pour des élections crédibles

JANUARY 27, 2014 06:23 0 COMMENTS

La 2ème assemblée générale du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) a clos ses travaux à l'hôtel Salam le jeudi après-midi en présence de son président reconduit pour un second mandat, le Général Siaka Sangaré, qui avait à ses côtés plusieurs personnalités. Le patron de la délégation générale aux élections a mis l'accent sur la nécessité pour un Etat de financer de façon autonome ses élections.



Pour le président du RECEF, il n'existe pas de modèle standard en ce qui concerne les organismes de gestion des élections (OGE). Mais tous les OGE aspirent à une grande indépendance, à une autonomie de gestion, leur professionnalisation étant un gage de stabilité.

Les participants à la rencontre recommandent aux chefs d'Etat et de gouvernements de l'OIF de poursuivre la mise en place et la consolidation des organismes de gestion des élections (OGE) indépendants, permanents, impartiaux et professionnels garantissant la crédibilité et la transparence des élections ; de prévoir un budget annuel des dépenses électorales conformément au cycle électoral pour alléger le budget de l'année électoral afin de réduire au strict minimum le financement extérieur.

La rencontre du RECEF recommande également de créer une banque régionale de matériels électoraux dans le cadre d'une mutualisation des moyens pour réduire le coût des élections ; de créer finalement un fonds national pour le développement et la consolidation de la démocratie financé par une taxe

fiscale ; d'insérer des programmes d'éducation civique électorale dans les systèmes de l'enseignement secondaire et supérieur afin de développer la culture démocratique et favoriser la participation des citoyens aux élections et au référendum.

Le RECEF plaide pour que l'OIF poursuive ses efforts d'accompagnement des processus électoraux en conformité avec la Déclaration de Bamako, ainsi que son soutien à ses activités.

Aux organismes de gestion des élections (OGE), les participants à la 2ème assemblée générale du RECEF recommandent d'organiser les élections dans la plus grande neutralité politique et favoriser la concertation entre acteurs institutionnels et non institutionnels dans les prises de décisions. Ils invitent les OGE à favoriser le développement d'un sentiment de confiance dans l'administration des élections par une transparence totale du processus, de privilégier le recrutement des agents électoraux sur la base de la compétence, leur assurer une bonne formation pour permettre le développement d'une expertise électorale nationale et francophone de pointe enfin mutualiser le matériel électoral au niveau sous-régional.

Bruno D SEGBEDJI

SOURCE: L'Indépendant

Mali : La CENI-T devient membre du RECEF



Atallah Béatrice a été élue membre administrateur du Réseau des compétences francophones (RECEF), pour une durée de deux ans, aux côtés de René Aboghe Ella, président de la Commission électorale nationale autonome et permanente du Gabon, et de Marc Tschiggfrey, chef du bureau des élections au ministère de l'Intérieur (France).

Cette décision a été prise lors de l'Assemblée Générale du RECEF à Bamako, Mali, le 21 janvier dernier. « Je remercie chaleureusement les pays membres du RECEF, qui ont marqué leur solidarité envers Madagascar et montré qu'ils n'ont pas oublié le peuple malgache », a souligné Béatrice Atallah au Mali. Plusieurs personnalités politiques maliennes, plusieurs ministres et plusieurs ambassadeurs francophones étaient présents à la cérémonie d'ouverture.

Les délégués du RECEF ont également adopté une déclaration finale qui comprend les principales conclusions favorisant des élections apaisées ainsi que la confiance des acteurs politiques et des électeurs.

Les délégués ont conclu notamment que, tout en s'adaptant au contexte politique des différents pays, il est tout d'abord primordial que les organismes de gestion des élections aient des responsabilités bien définies dans la législation afin de permettre des relations harmonieuses et efficaces avec les autres acteurs du processus électoral ; ensuite que la structure et le mode de nomination des administrateurs permettent une gouvernance impartiale et une autonomie de gestion nécessaire au bon déroulement des élections.

28 janvier 2014

Processus électoral dans l'espace francophone : PLAIDOYER POUR UNE ORGANISATION PROFESSIONNELLE ET INDEPENDANTE

Publié le 28 jan 2014



Le mandat de notre pays à la tête du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) est prolongé. Ainsi en ont décidé les représentants des organismes de gestion des élections (OGE) qui participaient à la 2ème assemblée générale du Réseau et au séminaire électoral d'échanges sur la consolidation et la professionnalisation des organismes de gestion des élections.

Dans une déclaration dite « déclaration du RECEF de Bamako », les participants au séminaire ont fait une série des propositions allant dans le sens d'une plus grande indépendance des OGE. Ils ont proposé aux chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie de poursuivre la mise en place et la consolidation d'organismes indépendants et professionnels de gestion des élections. Ils préconisent qu'il soit prévu un budget annuel de dépenses électorales conformément au cycle électoral pour alléger le budget de l'année électorale afin de réduire au strict minimum le financement extérieur.

Sur un autre plan, les participants au séminaire ont préconisé que l'OIF (l'Organisation internationale de la Francophonie) poursuive ses efforts d'accompagnement des processus électoraux en conformité avec la Déclaration de Bamako, ainsi que son soutien aux activités du RECEF. Quant aux centres et écoles de formation électorales et autres organisations internationales, il leur est demandé de persévérer dans leur soutien aux organismes de gestion des élections et de favoriser la complémentarité des actions et le développement d'activités conjointes de façon à démultiplier les résultats.

Les dernières recommandations s'adressent aux organismes de gestions des élections qui sont invités à administrer les élections dans la plus grande neutralité politique et favoriser la concertation des acteurs

institutionnels et non institutionnels dans les prises de décisions. Ces organismes gagneraient à développer un sentiment de confiance dans la gestion des élections par une transparence totale de leurs actions, à privilégier le recrutement d'agents électoraux sur la base des compétences, à leur assurer une bonne formation qui puisse permettre le développement d'une expertise électorale de pointe.

Le RECEF demande à ses membres de poursuivre les échanges de bonnes pratiques et de travailler au développement d'une synergie électorale entre les membres afin de permettre à tous de s'inspirer quotidiennement de bonnes pratiques et de développer et consolider le partenariat avec les autres réseaux électoraux ayant les mêmes buts que le RECEF, ainsi que l'Association mondiale des administrateurs électoraux.

En clôturant les travaux, le président reconduit du RECEF et Délégué général aux élections, notre compatriote le général Siaka Sangaré, a, au nom des autorités maliennes, remercié les participants pour leur assiduité durant les travaux des deux sessions. Il a aussi salué les conférenciers pour leurs exposés « d'une très haute qualité ».

Le Délégué général aux élections estime que les échanges ont été féconds avec les sept panels qui ont été traités. L'un des enseignements à tirer de ces rencontres, estime-t-il, c'est qu'en matière d'organismes de gestion des élections, il n'existe pas de modèle de structure standard. Toutefois, tous aspirent à une grande indépendance, à une autonomie de gestion, à leur professionnalisation. Autant de critères qui sont des gages de stabilité. « Aussi, avons-nous compris, que la composition des OGE est un élément crucial pour renforcer la confiance des citoyens et des différents acteurs impliqués dans le processus électoral », a observé le général Sangaré pour qui la question budgétaire est une préoccupation majeure. « Il est légitime qu'un Etat puisse financer de façon autonome ses élections », a-t-il plaidé.

En ce qui concerne les relations des OGE avec les autres acteurs électoraux (partis politiques, citoyens, médias, tribunaux, gouvernement...), Siaka Sangaré prône une collaboration harmonieuse qui est nécessaire dans la conduite des opérations électorales.

Les participants du séminaire ont adressé une motion de remerciement aux autorités maliennes pour avoir facilité la réussite de l'événement.

A. LAM

Source: L'Essor du 28 jan 2014